



NOUS FAVORISERONS LES PARTENARIATS

« Les défis actuels exigent une coopération non seulement transfrontalière, mais aussi à l'échelle de la société dans son ensemble. Nous devons rendre les Nations unies plus inclusives et nous engager avec toutes les parties prenantes, y compris les organisations régionales et sous-régionales, les organisations non gouvernementales, la société civile, le secteur privé, les universités et les parlementaires, afin de garantir une réponse efficace à nos défis communs ».

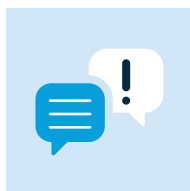
Assemblée générale des Nations unies, « [Déclaration UN75](#) », septembre 2020, A/RES/75/1.

« La démocratie au niveau mondial est à la fois un droit de l'homme en soi et un moyen de promouvoir un sentiment de citoyenneté mondiale. Si nous participons tous à la prise de décision, nous développons le sentiment d'être partie prenante aux décisions. ».

Citizens for Global Solutions, États-Unis, personnes d'âges et de sexes divers, cadres et professionnels.

DONNÉES SUR CET ENGAGEMENT

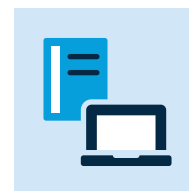
Les dialogues de l'ONU75



Enquête UN75



Aperçu de la recherche



Nous organisons les données pertinentes de l'ONU75 recueillies tout au long de l'année 2020 en fonction des [12 engagements de la Déclaration de l'ONU75](#). Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

DES DIALOGUES DE L'ONU75¹

OÙ NOUS EN SOMMES AUJOURD'HUI

Les participants au dialogue ont observé un manque de partenariats efficaces pour soutenir les petites et moyennes entreprises. De nombreux participants d'Asie centrale et du Sud et d'Afrique subsaharienne ont fait remarquer que les petites et moyennes entreprises des pays à faible et moyen revenu, y compris les jeunes entreprises en démarrage, ne sont souvent pas suffisamment soutenues par les gouvernements et sont confrontées à de graves difficultés pour accéder aux marchés mondiaux. Ces entrepreneurs et innovateurs ne sont pas suffisamment engagés par les Nations unies.

La participation de la société civile aux processus intergouvernementaux est perçue comme étant à la traîne. Les participants du monde entier ont souligné qu'un modèle de coopération internationale centré sur l'État, des critères excessivement restrictifs pour l'accès aux processus intergouvernementaux et le manque d'accès équitable aux technologies pendant COVID-19 ont entravé la participation de la société civile aux négociations et aux discussions mondiales sur le développement durable. Par exemple, certains participants ont fait remarquer que les Nations unies et les gouvernements nationaux ne s'engagent pas suffisamment dans les secteurs de la culture et des arts.

Même lorsque la société civile ou d'autres parties prenantes sont autorisées à participer officiellement aux processus politiques internationaux, les participants ont souligné les difficultés rencontrées par les représentants des pays à faible niveau de développement humain. Ils ont évoqué le coût des déplacements vers les sièges des Nations unies ou d'autres organisations internationales et les restrictions en matière de visas comme des facteurs qui entravent une participation véritablement mondiale, et créent des désavantages et une représentation biaisée des parties prenantes des pays à développement humain élevé.

Les participants aux nombreux dialogues organisés en Amérique du Nord ont suggéré que les industries culturelles et créatives ont pris du retard pendant COVID-19, malgré leur centralité pour le bien-être humain et l'économie de nombreux pays. Les participants ont averti que l'absence de partenariats efficaces avec les secteurs de la culture et des arts, exacerbée par la pandémie, pourrait compromettre le potentiel de ces secteurs à soutenir et accélérer la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable.

« La culture peut contribuer à renforcer le soutien au dialogue entre les civilisations et au multilatéralisme, alors que le monde est confronté au risque de voir la communauté internationale se diviser de plus en plus tout au long de cette pandémie, avec des répercussions qui pourraient se faire sentir pendant de nombreuses années, y compris jusqu'au centenaire de l'ONU en 2045 ».

Société de musique de chambre des Nations unies du Conseil des loisirs du personnel des Nations unies, États-Unis, âge, profession et sexe différents.

« De nouvelles formes de coopération non officielle méritent d'être développées et, espérons-le, deviendront l'épine dorsale de la création d'une communauté ayant un avenir commun pour l'humanité ».

École des affaires publiques, Université du Zhejiang, Chine, mixte en termes d'âge et de sexe, membres du corps enseignant de l'université.

1. Ce rapport contient un résumé de l'analyse de 1 141 résumés de dialogue de l'ONU75 reçus de 94 pays entre le 2 janvier et le 7 novembre 2020. Les résumés des dialogues ont été analysés en partenariat avec l'Institut universitaire de hautes études internationales et du développement. Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

L'importance des consultations avec les communautés locales est perçue comme étant négligée par les gouvernements.

Plusieurs dialogues organisés par les bureaux de pays des Nations unies avec des groupes de communautés locales (en Papouasie-

Nouvelle-Guinée, en Azerbaïdjan, au Liban et au Venezuela, entre autres) ont mis en évidence une perception largement répandue selon laquelle les gouvernements ne connaissent souvent pas les préoccupations et les problèmes des personnes vivant dans les communautés rurales.

OÙ NOUS VOULONS ÊTRE

Les participants ont estimé que les partenariats multipartites complétaient le travail des gouvernements et des organisations internationales.

Les participants du monde entier souhaitent que les partenariats multipartites, y compris les partenariats public-privé, soient un moteur de prospérité, mobilisent les investissements et garantissent une vie meilleure pour tous, en complément des efforts des gouvernements et des organisations internationales pour réaliser les programmes mondiaux.

Les participants ont encouragé un plus grand engagement avec les communautés locales, les organisations de la société civile et les secteurs culturels dans le programme mondial de développement durable.

La plupart des participants des pays à faible et moyen revenu ont envisagé un avenir de plus grande inclusion des communautés locales vivant dans les zones rurales, réalisée grâce au soutien apporté aux organisations de la société civile. Les participants à plusieurs dialogues organisés en Amérique du Nord et en Asie centrale et méridionale souhaitent que l'engagement des secteurs de la culture et des arts en faveur des programmes mondiaux de développement durable soit mis à profit à tous les niveaux de gouvernance.

Les participants ont insisté pour que la consultation publique soit considérée comme une norme de gouvernance mondiale, en exploitant la technologie numérique pour assurer une représentation mondiale.

Les participants aux dialogues, venus de toutes les régions, ont souligné que la participation de la société civile et des ONG aux processus de gouvernance, tant au

niveau national qu'international, devrait devenir la norme, notamment par la création de forums permanents et de plateformes de consultation numérique.

« Il n'existe pas de groupes communautaires actifs pour exprimer les préoccupations des habitants des zones rurales et il n'y a pas de consultations communautaires ni de forums pour informer les gouvernements. Il n'y a pas de collecte de données, donc pas de statistiques pour informer correctement le gouvernement sur ce qu'il faut faire pour répondre aux besoins locaux ».

Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), Papouasie-Nouvelle-Guinée, 31-45 ans, groupes communautaires, avec mixité des sexes.

Un engagement plus important des autorités locales dans la gouvernance mondiale et la mise en œuvre des SDG a été recherché pour l'avenir.

Les participants du monde entier souhaitent voir une plus grande coopération entre les villes, les départements, les régions et les gouvernements centraux pour atteindre les SDG, et une territorialisation des objectifs mondiaux au niveau local.

La mise en valeur du rôle des universités et de la diplomatie scientifique a été considérée comme un objectif important.

Les participants

à plusieurs dialogues organisés par des étudiants et des institutions universitaires en Afrique du Nord et en Asie de l'Est et du Sud ont envisagé un avenir d'échanges culturels et scientifiques plus importants avec les institutions

universitaires et éducatives. Ces réseaux informels d'acteurs peuvent compléter les négociations intergouvernementales formelles en soutenant une plus grande coopération internationale et en favorisant la résolution pacifique des différends.

COMMENT Y PARVENIR

Les participants au dialogue ont fait des suggestions pour que les Nations unies soient plus ouvertes à la diversité des acteurs du XXI^e siècle, en favorisant les partenariats avec la société civile, les femmes, les jeunes, les groupes vulnérables, les entreprises, la communauté des chercheurs, les villes et les autorités locales, les organisations régionales et d'autres organisations internationales. Ils ont exhorté les Nations unies et les États membres à valoriser les consultations publiques et les plateformes multipartites, à promouvoir la collaboration intersectorielle et les partenariats public-privé, à accorder un rôle plus important aux communautés et aux autorités locales, ainsi qu'à coopérer avec le secteur universitaire et au sein de celui-ci.

Inclusion et engagement de la société civile et des autres parties prenantes

Formaliser le rôle de la société civile dans les processus internationaux de contrôle et de responsabilisation. Les étudiants d'Afrique du Sud et de Suisse ont demandé aux gouvernements (avec l'encouragement du secrétaire général des Nations unies) de formaliser les moyens d'impliquer davantage la société civile dans les processus de surveillance et de responsabilité au niveau international. Par exemple, des groupes d'experts indépendants ou des citoyens en général pourraient être impliqués dans des systèmes de contrôle externe qui pourraient prévoir un suivi et un examen systématiques de la mise en œuvre des accords internationaux, en ce qui concerne les résolutions de l'Assemblée générale des Nations unies, le suivi des progrès dans la réalisation des SDG et d'autres accords administrés par les Nations unies.

Au Ghana et en Mongolie, les participants ont exhorté les États membres des Nations unies à adopter des politiques moins restrictives pour la participation de la société civile aux conférences intergouvernementales et à veiller à ce que la participation de la société civile soit représentative au niveau mondial.

Pistes pour promouvoir un plus grand engagement des secteurs de la culture et des arts. Pour promouvoir un plus grand engagement des secteurs de la culture et des arts, les Nations unies peuvent :

Créer un bureau de l'envoyé des Nations unies pour les arts afin d'aider à partager le travail des Nations unies au sein de la communauté artistique et d'encourager les artistes à promouvoir une meilleure connaissance des objectifs de développement durable.

Organiser davantage de campagnes de communication qui utilisent la culture, la musique, le cinéma et les arts visuels pour atteindre les gens, par exemple en établissant des partenariats stratégiques avec des sociétés de production de documentaires pour raconter des histoires plus détaillées sur le travail et l'impact des Nations unies.

Établir des partenariats avec les organisations de la société civile au niveau national et les soutenir:

- Les participants du monde entier ont demandé aux Nations unies de soutenir davantage les organisations de la société civile et les groupes de services communautaires qui atténuent les effets de COVID-19 et d'autres crises, tout en recevant souvent une aide financière et technique très limitée.

- Les participants des Philippines et du Tadjikistan ont appelé à des politiques d'ouverture des données et à une législation sur l'accès à l'information afin d'accroître la transparence.

Consultations publiques et plateformes multipartites

« L'ONU met tellement l'accent sur la collaboration avec les États membres. Cependant, elle devrait s'efforcer de développer des relations plus solides avec les citoyens de ces pays [...] L'ONU devrait devenir une plate-forme permettant aux personnes qui n'ont pas de voix de s'exprimer ».

Entraide universitaire mondiale du Canada, Comité local de l'Université de l'Alberta, 16-30 ans, étudiants, mixte.

Élargir le rôle des consultations publiques internationales

Le Secrétaire général et les acteurs des Nations unies peuvent encourager une plus grande sensibilisation à l'égard des Nations unies et soutenir un rôle plus actif des citoyens, de la société civile, des femmes, des jeunes, des groupes vulnérables, des entreprises, de la communauté des chercheurs, des villes et des autorités locales, des organisations régionales et d'autres organisations internationales dans la gouvernance mondiale et les processus politiques internationaux :

- Promouvoir les dialogues et les enquêtes en cours (comme l'initiative UN75), afin de recueillir les avis et les propositions de toutes les parties prenantes et de tous les pays.
- Explorer la création de comités/panels consultatifs de citoyens qui peuvent fournir régulièrement des contributions et des

commentaires sur les activités de l'ONU par l'intermédiaire des ambassadeurs de leur pays auprès de l'ONU.

- Exploiter la technologie pour maximiser une participation véritablement mondiale (y compris la représentation géographique, sectorielle et sociale), tout en réduisant au minimum la nécessité de se déplacer.

Les participants ont invité les gouvernements du monde entier à créer des plates-formes pour la participation de la société civile au processus décisionnel national afin de garantir que les actions des pays soient adaptées aux besoins locaux.

« Nous devons nous éloigner du modèle de gouvernance internationale centré sur l'État pour adopter un modèle davantage axé sur le citoyen ».

Dialogue organisé par ONU Femmes, Cameroun, 31-45 ans, professions mixtes, principalement des femmes.

Collaboration intersectorielle et partenariats public-privé

Un rôle de premier plan de l'ONU dans l'établissement de partenariats. De nombreux dialogues souhaitent que les acteurs du système des Nations unies continuent à établir des partenariats avec des acteurs des secteurs public et privé, chaque fois que cela est nécessaire pour compléter les efforts des gouvernements et des organisations internationales ou pour accroître la durabilité et la responsabilité des entreprises. Par exemple :

- Les Nations Unies devraient faire appel aux contributions des organisations philanthropiques et des entreprises pour accroître la recherche et le développement sur les problèmes de durabilité, notamment dans le contexte des vaccins COVID-19.

- La contribution des start-ups, dont beaucoup sont dirigées par des jeunes, devrait être mise à profit par l'organisation de davantage de concours et de prix de l'innovation.

En Mongolie, les participants ont suggéré que l'ONU pourrait former les fonctionnaires et les responsables des gouvernements locaux afin de relever plus efficacement les défis auxquels sont confrontés les agriculteurs, les artisans et les petites et moyennes entreprises dans les pays en développement, notamment l'accès aux marchés, les informations sur la chaîne d'approvisionnement et les exigences du marché, les environnements commerciaux favorables, les conseils en matière de technologie et de marketing et le financement de démarrage.

Implication des communautés et des autorités locales

Exploiter le rôle des autorités et des communautés locales dans la résolution des problèmes de développement durable.

Les participants ont demandé au Secrétaire-Général d'officialiser le rôle des villes dans la gouvernance mondiale, par le biais d'une coalition officielle de maires des Nations unies ou d'une collaboration approfondie avec le réseau Cités et gouvernements locaux unis et le Parlement mondial des maires. En Europe, les participants ont souligné le rôle des autorités locales dans la localisation de l'Agenda 2030 pour cartographier les défis et les actions locales par rapport au cadre des SDG.

Les participants à plusieurs dialogues, notamment en Afrique subsaharienne, en Asie de l'Est et du Sud-Est, en Asie centrale et du Sud et en Océanie, ont encouragé les Nations unies et les gouvernements à soutenir des approches décentralisées des défis et à travailler plus étroitement avec les gouvernements locaux, les provinces, les districts et les groupes communautaires. Les participants d'Asie centrale

et méridionale et d'Afrique subsaharienne ont demandé aux Nations unies de mettre en œuvre des projets et des programmes de développement local dans un plus grand nombre de langues locales et d'accorder une plus grande attention aux normes, valeurs et croyances culturelles des communautés, par respect et pour un engagement et des liens accrus.

Les participants d'Afrique du Nord ont demandé aux établissements d'enseignement supérieur de s'engager davantage auprès des communautés locales, par exemple en soutenant la recherche participative ascendante sur la pauvreté, les moyens de subsistance et les compétences afin de donner une voix aux ménages aux ressources limitées.

Coopération avec et au sein du secteur universitaire

La diplomatie scientifique pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Les participants d'Afrique du Nord et d'Asie de l'Est et du Sud-Est ont exhorté les établissements d'enseignement supérieur et les Nations unies à établir des liens plus étroits entre les milieux scientifiques et les universités et les décideurs de l'ensemble de la pour trouver des solutions innovantes aux défis mondiaux et pour utiliser les dernières avancées scientifiques et technologiques. Ils ont également appelé à davantage de possibilités de coopération informelle et d'échanges scientifiques/culturels au sein du secteur universitaire.

Pour d'autres recommandations issues des dialogues de l'ONU75 sur l'engagement des organisations régionales dans la consolidation de la paix, et pour l'engagement des jeunes, des femmes et des filles, voir les engagements trois (Promouvoir la paix et prévenir les conflits), cinq (Attribuer une place centrale aux femmes et aux filles) et onze (Être à l'écoute des jeunes et travaillerons à leurs côtés).

APERÇU DE LA RECHERCHE²

Publications universitaires

- Andonova, L. 2019 [Governance Entrepreneurs: International Organizations and the Rise of Global Public-Private Partnerships](#).
- Andonova, L. 2018 "[The power of the public purse: financing of global health partnerships and agenda setting for sustainability](#)" Chinese Journal of Population Resources and Environment.
- Andonova, L., Assayag, M. & Piselli, D "Public-Private Partnerships" in Morin, J. & Orsini, A. (eds) 2020 [Essential Concepts of Global Environmental Governance](#).
- Beisheim, M. & Nils, S. 2018 "[Multistakeholder Partnerships for the SDGs: Actors' Views on UN Metagovernance](#)" Global Governance.
- Bull, B. & McNeill, D. 2019 "[From market multilateralism to governance by goal setting: SDGs and the changing role of partnerships in a new global order](#)" Business and Politics.
- Duursma, A. 2017 "[Partnering to Make Peace: The Effectiveness of Joint African and Non-African Mediation Efforts](#)" International Peacekeeping.
- Horan, D. 2019 "[A New Approach to Partnerships for SDG Transformations](#)" Sustainability.
- MacDonald, A. et al. 2017 "[Multi-stakeholder Partnerships \(SDG #17\) as a Means of Achieving Sustainable Communities and Cities \(SDG #11\)](#)" in Filho, W. Handbook of Sustainability Science and Research.
- Mares, R. & Zhang, W. 2018 "[工商业与人权的关键议题及其在新时代的意义——以联合国工商业与人权指导原则为中心](#)" Journal of Southwest University of Political Science and Law.
- Me'aziz, A. 2016 "[في تسوية النزاعات الأفريقية: تعاون الاتحاد الأفريقي مع هيئة الأمم المتحدة](#)" El-Tawassol.
- Pattberg, P. et al. (eds) 2013 [Public-Private Partnerships for Sustainable Development](#).
- Raymond, M. & DeNardis, L. 2015 "[Multistakeholderism: anatomy of an inchoate global institution](#)" International Theory.
- Reinsberg, B. & Westerwinter, O. 2019 "[The global governance of international development: Documenting the rise of multi-stakeholder partnerships and identifying underlying theoretical explanations](#)" Review of International Organizations.
- Thouez, C. 2020 "[Cities as Emergent International Actors in the Field of Migration: Evidence from the Lead-Up and Adoption of the UN Global Compacts on Migration and Refugees](#)" Global Governance.

Recherche et rapports sur les politiques

- Beisheim, M. & Ellersiek, A. 2017 [Partnerships for the 2030 Agenda for Sustainable Development: Transformative, Inclusive and Accountable?](#), German Institute for International and Security Affairs.
- Business & Sustainable Development Commission 2017 [Better Business, Better World](#).
- Cardinal, N., Romano, J. & Sweeney, E. 2020 [SDG Accountability Handbook: A Practical Guide for Civil Society](#), Transparency, Accountability & Participation (TAP) Network.

2. Cet aperçu de la recherche comprend une sélection des publications les plus citées dans le cadre de la cartographie générale de la recherche universitaire et politique de l'ONU75 axée sur le multilatéralisme, les Nations unies et les domaines de travail de l'ONU, couvrant les six langues officielles de l'ONU. La cartographie de la recherche a été réalisée en collaboration avec l'Institut universitaire de hautes études internationales et du développement. Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

- Forti, D. & Singh, P. 2019 [Toward a More Effective UN-AU Partnership on Conflict Prevention and Crisis Management](#), International Peace Institute.
- Global Commission on the Economy and Climate 2015 [Seizing the Global Opportunity: Partnerships for Better Growth and a Better Climate](#).
- Hartley, K. 2019 [Global Goals, Global Cities: Achieving the SDGs through Collective Local Action](#), Chicago Council on Global Affairs.
- Huang, C. [Global Business and Refugee Crises: A Framework for Sustainable Engagement](#), Center for Global Development (2017).
- Independent Commission on Multilateralism 2017 [The New Primacy of Partnerships Between the UN, Regional Organizations, Civil Society, and the Private Sector](#).
- Leiva Roesch, J., Doebbel, S. & Rahmaty, M. 2017 [A New Way of Doing Business: Partnering for Sustainable Development and Peace](#), SDGs Fund, Concordia & International Peace Institute.
- Li, S., Gray, E. & Dennis, M. 2020 [A Time For Transformative Partnerships: How Multistakeholder Partnerships Can Accelerate the UN Sustainable Development Goals](#), World Resources Institute.
- Scholte, J. A. 2020 [Multistakeholderism: Filling the Global Governance Gap?](#), Global Challenges Foundation.
- Stimson Center et al. 2020 [Roadmap for the Future We Want & UN We Need: A Vision 20/20 for UN75 and Beyond](#).
- UN High Commissioner for Refugees & Organization for Economic Cooperation & Development 2018 [Engaging with employers in the hiring of refugees: A 10-point multi-stakeholder action plan for employers, refugees, governments & civil society](#).

- UN Global Compact 2020 [Uniting Business in the Decade of Action: Building on 20 Years of Progress](#).
- World Health Organization 2020 ["Access to COVID-19 Tools Accelerator"](#).
- 2030 Agenda Partnership Accelerator 2020 [The SDG Partnership Guidebook: A practical guide to building high impact multi-stakeholder partnerships for the Sustainable Development Goals](#).

Commentaires et articles d'opinion

- Gleckman, H. 2019 ["They Call it Multistakeholderism. Where Does that Leave the UN?"](#) PassBlue.
- Jerbi, S. 2017 ["The UN can save itself by working effectively with outside partners"](#) The Conversation.
- Moreira da Silva, J. & Modéer, U. 2019 ["Here's how to strengthen development cooperation – and meet the SDGs"](#) Devex.
- Pierce, A. 2018 ["Why SDG 17 is the Most Important UN SDG?"](#) sopact.

Ressources de données et outils

- Sommerer, T. & Tallberg, J. 2017 ["Transnational Access to International Organizations 1950–2010: A New Data Set"](#) International Studies Perspectives.
- [Sustainable Development Goals Partnerships Platform](#) [UN].
- Westerwinter, O. 2019 ["Transnational public-private governance initiatives in world politics: Introducing a new dataset"](#) Review of International Organizations.